

Olivier Besancenot

**LE VÉRITABLE
COÛT DU
CAPITAL**



autrement

Le véritable coût du capital

Collection **Angles & Reliefs**.

Le suivi éditorial de cet ouvrage a été assuré par Caroline Calvignac.

© Éditions Autrement, Paris, 2015.

www.autrement.com

Le véritable coût du capital

Olivier Besancenot

CARTOGRAPHIE
Dario Ingiusto

Collection Angles & Reliefs
Éditions Autrement

AVANT-PROPOS

Lorsque, le 6 mai 2012, François Hollande est élu président de la République, le palais de l'Élysée ouvre ses portes à un responsable politique dont la campagne désigne un adversaire de taille : la finance.

Cet ambitieux défi n'ayant jamais eu d'autre vocation que de vivre le temps d'une représentation électorale, la réalité a vite repris ses droits, et, dès le 11 juillet 2012, la trotteuse sociale-libérale s'est remise à l'heure de l'alternance. Ce jour-là, la « compétitivité économique », déjà familière du candidat Sarkozy, a ressurgi sur la place publique comme invitée surprise du programme socialiste. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre dûment mandaté par l'Élysée, a déployé beaucoup de peine pour annoncer à l'opinion qu'il venait d'être investi d'une lettre de mission à « caractère hautement stratégique » afin de « lever les freins » qui obstruent « notre compétitivité ». Si l'annonce est passée, de prime abord, inaperçue dans la société française, les institutions de la finance internationale, elles, se sont montrées très réceptives à ses avances. Le 18 juillet 2012, le Fonds monétaire international (FMI) rédigea une première ébauche de la missive d'État en émettant ces directives : « La réforme du marché du travail est nécessaire pour réduire les coûts de la main-d'œuvre, doper la productivité. Pour promouvoir la com-

pétitivité, il faut abaisser les coûts, mettre en œuvre des réformes et ainsi faciliter l'accès aux marchés pour les entreprises. » Encouragé par cet élan, le grand patronat n'avait plus qu'à s'engouffrer dans la brèche ouverte par le politique, en entonnant, à son tour, l'éternel refrain de « l'entrepreneuriat incompris, bridé, maltraité ». C'est ce que firent en octobre 2012 les patrons des 98 sociétés les plus importantes de l'Hexagone en lançant un vibrant appel à baisser le coût du travail : « Nous, dirigeants des plus grandes entreprises françaises... » Cette pétition de principe fut immédiatement relayée par la presse et défendue bec et ongles par la cohorte habituelle des porte-parole politiques.

Si les clameurs du monde du travail sont souvent englouties par les sables institutionnels, les commandes du capital, elles, ne souffrent pas l'attente. Confiée au commissaire général à l'investissement Louis Gallois, la copie du rapport a été rendue *manu militari* et en fanfare, le 5 novembre 2012, à un Premier ministre d'ordinaire apathique, qui parut subitement ranimé, électrisé même, par l'expertise ; comme touché par la grâce de ce document de 67 pages proposant un « pacte de responsabilité » en 22 mesures sur l'emploi, le coût du travail, l'énergie, l'éducation, le financement des entreprises ou encore le dialogue social. Le verdict du juge Gallois a été lu, comme il se doit, dans tout le pays, telle une sentence implacable : la France n'a plus de perspectives et plonge inexorablement dans l'abîme. La « cote d'alerte est atteinte », le « décrochage » économique est saillant, un « choc de compétitivité » s'impose. Condamnés en comparaison immédiate, nous n'avons d'autre choix que d'accepter les travaux d'intérêt général.

Le tableau se veut sombre et sans appel : « La part de marché des exportations françaises en Europe a basculé de 12,7 % en 2000 à 9,3 % en 2011 », « Le solde de la balance commerciale est passé d'un excédent de 3,5 milliards d'euros en 2002 à un déficit de 71,2 milliards d'euros en 2013. » Le cheminement politique se rétrécit dangereusement sur une seule voie, balisée de panneaux de signalisation qui nous disent : « Attention rigueur ». Ce nouveau code de la route a banni le terme « austérité » de la communication officielle comme pour effacer le mauvais souvenir de l'expérience des gouvernements européens qui ont eu le tort de l'assumer. Une offensive sans précédent contre le coût du travail venait de commencer.

Le travail serait un coût, le capital notre salut. Depuis quelques mois, au titre de la compétitivité, bien des sacrifices nous sont demandés. Ce livre est une contribution pour tenter de cerner les enjeux de cette campagne menée dans un consensus troublant. Il n'a pas la prétention d'être la réponse à ces attaques que seul un grand mouvement de résistance sociale serait apte à donner. Il n'a pas d'autre ambition que de prendre, l'espace d'un instant, le temps de la réflexion, afin de s'arrêter sur les mots, chiffres et arguments qui nous sont présentés comme d'incontestables vérités. Vouloir les rediscuter est peut-être le premier pas vers la subversion. Laisser dire que le domaine de l'économie est affaire d'experts revient déjà à se laisser voler une part de notre destin. Car derrière la complexité des données comptables se nichent les constats qui alimentent les politiques menées. S'accorder le droit de questionner les arguments, rapports et verdicts qui nous sont assenés au quotidien

est une urgente nécessité. Il n'en va pas seulement du ressort de la bataille sociale et politique en cours. Il s'agit surtout de savoir jusqu'à quel point nous acceptons que d'autres décident à notre place ce qui nous définit. Nous ne serions qu'un « coût » ? Faudrait-il accepter une telle désignation, couchée sur le papier par la plume pétitionnaire des plus grands patrons, dont une part croissante gagne, en moyenne, plus de 250 fois le smic ? Le « coût » pour « coût » serait cocasse en la matière.

L'obsession politique de l'allègement du coût du travail à tout prix prétend ouvrir la voie à des jours meilleurs où croissance rimerait avec bonne santé financière des investisseurs, seuls à posséder la clé de la création d'emplois. Ce raisonnement éculé est devenu, petit à petit, la marque de fabrique de l'orientation des gouvernements successifs. Or, si l'envolée des revenus des plus riches, facilitée par les mesures qui découlent de cette thèse, s'est effectivement opérée, la croissance, elle, n'est toujours pas au rendez-vous. D'après l'OCDE (Organisation de coopération et développement économiques) et le FMI, la part des revenus détenus par les 1 % les plus riches a explosé partout, ces trente-cinq dernières années, aux États-Unis, au Japon, au Royaume-Uni, en Allemagne et en France, où elle est passée de 7 à 12 % entre 1980 et 2010. Certains économistes officiels en sont venus à s'interroger sur l'effet néfaste sur la croissance de cette tendance à l'enrichissement d'une minorité. Dans son numéro du mercredi 17 juin 2015¹, le quotidien *Le Monde* rapporte ces critiques émises contre l'hypothèse libérale du « ruissellement » qui voudrait que les revenus des plus riches contribuent à la croissance, suivant le principe d'une cascade de richesses qui

s'écoulerait du sommet vers la base. Ces doutes exprimés laissent songeurs, surtout à l'heure où les institutions internationales tentent de mettre à genoux la Grèce, qui plie sous le poids du capital de sa dette et non pas sous celui du coût de son travail. C'est bien le remboursement, sans fin, des intérêts extravagants de 5, 6 ou 7 % en moyenne, et non le niveau trop élevé des salaires dramatiquement amputés par des plans d'austérité successifs qui a fait chuter l'économie grecque.

Alors, quelle est cette compétitivité qui impose à nos vies quotidiennes des objectifs de rendement toujours plus inaccessibles ? Sur quels fondements et quelles réalités repose-t-elle ? Derrière les courbes, les graphiques, se cachent bien souvent une batterie d'analyses tronquées, voire mensongères, toutes à l'avantage de la rigueur que les gouvernants exigent de nous. Les différentiels de « coûts » du travail entre pays sont-ils vraiment ceux que l'on nous expose ? Et quel est leur véritable influence sur la « compétitivité » économique des nations concernées ? Les réponses sont parfois surprenantes, à rebours des idées reçues. Quels sont, par exemple, les vices cachés de la rivalité franco-allemande tant médiatisée ? Les donneurs de leçons qui s'activent pour nous faire comprendre que le travail est un poids pour la société tentent de nous imposer l'angle mort de leur dogme, en oubliant de parler de ce que le travail génère. Quels sont donc les gains de ce travail au XXI^e siècle, à l'heure où la crise financière et économique s'enlise ? Où est en la productivité – l'apport en valeur ajoutée par salarié, selon les secteurs ? Est-ce que le travail apporte plus qu'il ne « coûte » ? Et d'ailleurs, quelle est l'évolution salariale réelle, ainsi que sa part

socialisée, c'est-à-dire les cotisations sociales, décriées comme autant de « charges » par la vulgate libérale ?

Le simple fait de sortir ces questions légitimes du silence brise l'état d'esprit consensuel du moment. Contribuer à y répondre, c'est déjà envisager le monde du travail sous un jour nouveau. Car la classe politique renvoie à des millions de travailleurs, avec ou sans emploi, un reflet volontairement déformé. Au point que nous peinons parfois à nous regarder en face. Derrière ce miroir sans tain, le capital se fait discret et tente de se protéger d'un vis-à-vis dont il a horreur. Il en viendrait même à se faire oublier. Pourtant, son coût est terrible, économiquement, socialement, écologiquement. Quel est finalement le vrai coût du capital ? J'avais, bien entendu, un avis plutôt tranché sur le sujet avant d'écrire ces lignes. Mais, en rassemblant les nombreuses données que plusieurs économistes, en divergence avec la pensée libérale, ou des syndicalistes ont pu produire, ou en retravaillant certaines d'entre elles, j'ai appris bien des choses encore. La réalité était plus saisissante que je ne l'imaginais.

La course aux coûts tordus : une concurrence mondiale entre les salariés

Mais pourquoi tu cours ? Dans un de ses sketches, Jamel Debbouze met en scène deux jeunes gens qui courent l'un à côté de l'autre dans les rues de leur cité. Le premier demande à l'autre : « Mais pourquoi tu cours ? » Le second lui répond : « Ben, parce que tu cours ! » « Mais moi, je cours parce que tu cours », rétorque le premier. « On a qu'à arrêter de courir alors ? », lui propose son coéquipier, pragmatique. « Non, j'ai pas confiance... », réplique le second.

En l'absence de confiance en nous-mêmes, nous courons en effet ou, plus exactement, les dirigeants savent nous faire cavalier. Pour l'heure, ils ont même trouvé un chiffon magique pour nous faire galoper plus vite. Cette fois, c'est contre le risque de déclasserment que les dirigeants entendent nous mobiliser activement. Dans une France « déclassée », la vie sera difficile mais dans un pays surclassé, il y en aura pour tout le monde. Simple, limpide, entraînant. La ritournelle du « déclin » permet d'entourer les politiques impopulaires d'une légitimité inespérée : si les autorités ponctionnent toujours plus les contribuables, c'est

qu'elles n'ont guère d'autre choix pour extraire le pays des abysses. La course effrénée au secours du soldat France est savamment entretenue afin que chacun se retrouve, à un moment ou à un autre, happé par son sillage. Pour couper court à d'éventuelles tentatives de se soustraire à la compétition internationale, l'oligarchie tente de nous priver de nos capacités critiques. Afin d'éviter que le débat public ne s'empare de la question, elle déverse sur les ondes un flot incessant de contre vérités angoissantes. Pas question de nous laisser réfléchir trop longtemps. Chaque prise de parole gouvernementale, chaque analyse économique, chaque éditorial nous rappelle à notre mauvais classement. Les exposés continus d'une « France qui vit au-dessus de ses moyens » se veulent démonstratifs, unanimes, et inoculent un venin paralysant dans l'opinion. Ployant sous les bilans alarmants, tétanisée par la menace d'appauvrissement, la société finit par se murer dans un sentiment de culpabilité collective.

Cela fait quelque temps déjà que les dirigeants politiques et chefs d'entreprises abattent sur nos têtes une pluie de reproches quant à l'étendue des déficits publics « abyssaux » et autres endettements « historiques » de l'État. Ces tirades offrent l'occasion unique d'entendre des libéraux marteler que « l'État, c'est nous tous ». Les classes dominantes sont passées maîtres dans l'art de faire endosser à la population les conséquences brutales d'évolutions économiques dont elle n'a pas la maîtrise. Ce sont là des années d'analyses répétées par cœur et distillées au quotidien par une petite armée de « spécialistes ». De plateau télé en plateau télé, ce commando politique a su maquiller le dossier de la dette publique en vaste base de données comptable indéchiffrable, effaçant ainsi l'historique des sujets qui fâchent.

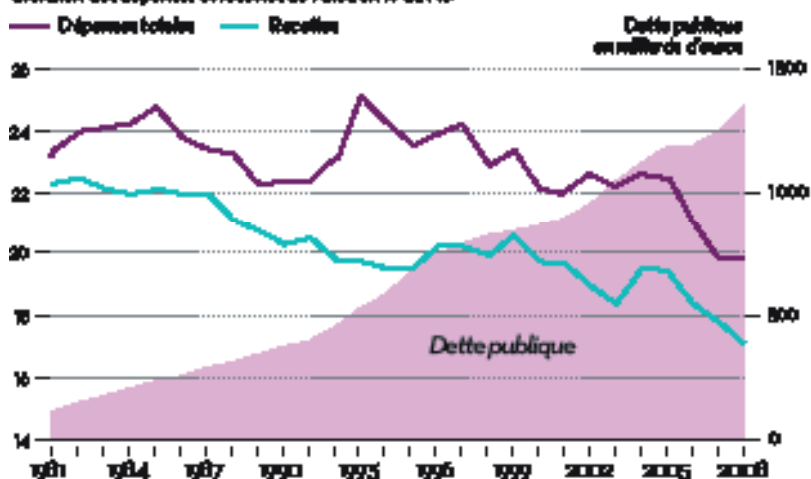
L'astuce consiste à passer soigneusement sous silence les origines des mutations qui s'imposent à tous. De fait, la seule question autorisée n'est ni comment ni pourquoi, mais *combien devons-nous* ? Débattre de l'origine de nos difficultés reviendrait à entrouvrir la possibilité – séditeuse – d'envisager nos problèmes sous un angle nouveau. Nous pourrions alors comprendre que le fléau dont on affuble la majorité n'est en réalité qu'une gigantesque machine à sous qui assure mécaniquement une rente lucrative à une poignée d'accapareurs.

Comment trente années de défiscalisation, en faveur du capital et des plus fortunés, ont-elles fait exploser les déficits publics, puisque l'État s'est privé d'autant de recettes fiscales ? Pourquoi des lois, des réglementations, françaises ou européennes, ont-elles imposé des créanciers privés aux États, leur interdisant de recourir aux banques publiques et transformant ainsi les déficits en vaste marché aux taux d'intérêt aguicheurs ? Comment la dette privée des banques, en situation de faillite lors de la crise des subprimes en 2007, est-elle devenue une dette publique au moment de son « rachat » par les États via ses différents plans de sauvetage ?

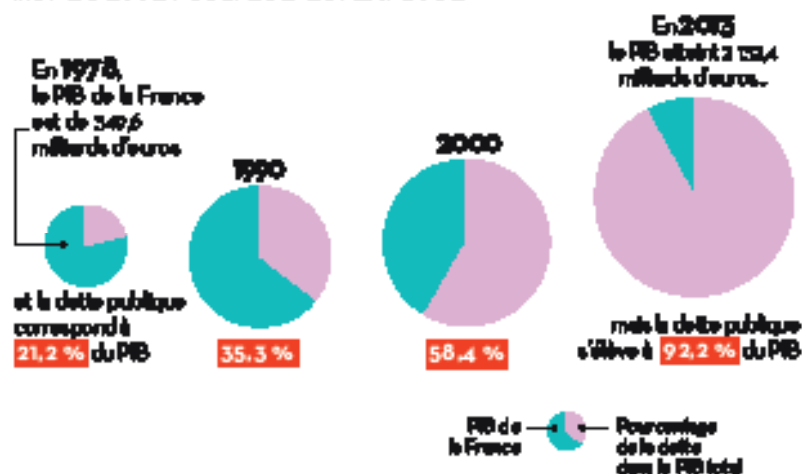
Quantité de questions confisquées pour *une* réponse martelée : les peuples doivent se serrer la ceinture. Le remboursement des emprunts publics n'était qu'un premier « régime minceur ». Ce type de cure en appelle toujours une autre, tant l'appétit financier est insatiable. Lorsque le ventre bedonnant du capital crie famine, il se délecte par avance tant il connaît la capacité des gouvernements à satisfaire sa boulimie endémique. Servis de la main droite ou de la main gauche, c'est égal, les plats sont toujours abondamment garnis, dûment épicés, et la « sauce Gallois » leur donne une saveur très particulière.

RECETTES EN BAISSSE, DÉPENSES STABLES...

Évolution des dépenses et recettes de l'État en % du PIB



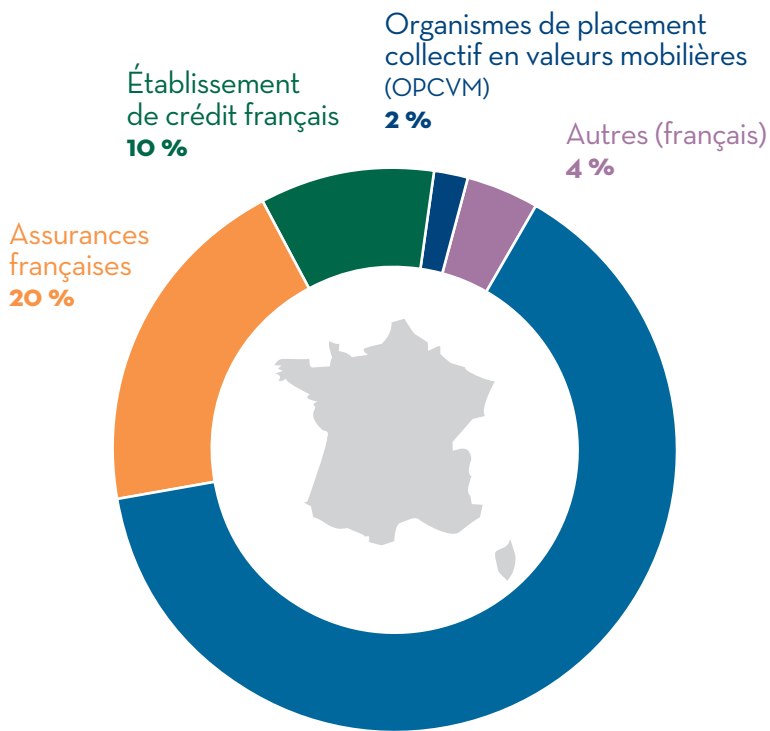
...UNE DETTE PUBLIQUE QUI EXPLOSE



Sources : François Cheneval, Les dettes illégitimes. In Nom d'agir ; Michel Pocard et Bruno Tinel, Dette des administrations publiques, Insee.

À QUI APPARTIENT LA DETTE SOCIALE ?

en %, au quatrième trimestre 2014



Non résidents * **64 %**

* Fonds de pensions (notamment fonds d'assurance), fonds d'investissements souverains, de banques, voire de fonds spéculatifs. Il n'existe pas d'information publique détaillée à ce sujet.

Déjà coupables d'alimenter l'endettement public, nous sommes maintenant soupçonnés de plomber la compétitivité des entreprises. Consommateurs médiocres, responsables des mauvais comptes de la nation, nous aurions pris, en outre, la mauvaise habitude de suivre un niveau de vie professionnel trop élevé, qui repousserait les velléités bienfaitrices des « investisseurs ». Consommateurs inadaptés, nous sommes aussi des producteurs inefficaces, peu performants, trop gâtés par nos employeurs. En un mot, non contents de jeter l'argent par les fenêtres, nous n'en rapportons pas assez. D'un bout à l'autre du processus économique, nous sommes l'obstacle principal à la croissance. Désignés, il y a encore peu de temps, comme « force de travail » par la terminologie officielle, nous sommes à présent affublés du sobriquet cinglant de « coût du travail ». En imposant cette nouvelle définition, les politiciens cherchent à nous marquer au fer rouge pour que nous ne puissions plus jamais nous méprendre sur l'attribution logique des places dans la société. Cette formule méprisante a d'abord la fonction de souligner notre situation de domination en nous renvoyant brutalement à un statut qui nous relègue au second plan.

Nous ne *faisons* plus le travail, nous le *gâchons*. Notre labeur, manuel ou intellectuel, ne produit plus, ne crée plus, il coûte. Nous ne sommes plus une mine de richesses, mais une source de problèmes. Et voilà des millions de producteurs de biens, de richesses, de services, avec ou sans emploi, reconfigurés, en un clic, par le logiciel dominant. Paramétrés dans le fichier « éléments compétitifs », nous n'avons pas accès à l'application « agents compétiteurs ». Nous devons concourir sans prétendre au titre, prendre part à l'épreuve mais pas au butin. Telles des

marchandises, nous avons à offrir à nos employeurs des avantages concurrentiels susceptibles de leur permettre de surpasser les autres entreprises sur le marché. Là s'arrête notre implication dans la compétition où nous avons été sélectionnés d'office. Nous sommes les secondes mains du système, celles que la classe capitaliste trouve aujourd'hui trop lentes et usées. Alors, elle ne veut plus simplement mordre cette main qui la nourrit, elle cherche à lui signifier qu'elle n'est rien. Non contente de nous dessaisir de nos richesses, et de nos moyens de production, elle souhaite nous *renommer*, comme pour nous priver d'une part de notre identité. Une survivance d'humanité que l'on voudrait nous prendre en plus du reste.

Jusqu'à la première moitié du XIX^e siècle, une tradition esclavagiste voulait que les maîtres imposent leur nom à leurs esclaves afin de les marquer comme leur possession. Bien sûr, la comparaison s'arrête là car la traite négrière a eu pour conséquence l'extermination systématique de millions de personnes. Mais la volonté de déposséder un sujet de son nom est une constante du rapport de domination. « Coût du travail » n'est pas notre nom d'esclave, il est celui de l'aliénation salariale, la désignation brutale de notre statut de « producteurs » dénigrés. Le stade lexical ultime de notre subordination.

Renommer ne suffit pas. Pour *nous* inclure dans cette compétition, et nous caler dans les starting-blocks d'une course que nous n'avons pas choisie, les sphères dirigeantes tentent d'obscurcir notre champ de vision vers cette seule finalité, sans nous laisser respirer, ou nous donner le temps de regarder dans une autre direction. On se souvient du slogan politique de Margaret Thatcher, Premier ministre de la Grande-Bretagne dans les

années 1980 : « *There is no alternative* » – il n’y a pas d’autre choix. Le capitalisme mondialisé était alors l’horizon indépassable de l’humanité. Le portrait de la Dame de fer aurait pu être le logo officiel du rapport Gallois. Aucune autre possibilité de s’en sortir. Le travail doit faire preuve d’abnégation. « Il faut avoir le courage de l’impopularité en réformant la France », déclare-t-on fermement. De Thatcher à Gallois, derrière l’absence de choix orchestrée, la motivation est la même : aider le capital à prendre le pas sur le travail en revenant sur les acquis sociaux concédés par le passé, et en permettant au marché d’étendre son filet sur les activités publiques qui lui échappaient jusqu’alors. Objectif inavouable.

Dans son livre, *Brève histoire du néo libéralisme*², le chef de file de la géographie radicale, David Harvey, revient sur les tactiques des politiques libérales, notamment ce qu’il appelle la stratégie de « construction du consentement » au sein de l’opinion. Telle est la condition préalable pour légitimer leur aspiration secrète : « restaurer le pouvoir de classe ». Il évoque les différentes méthodes utilisées dans ce seul but : le recours à la force, à la menace, l’invocation des valeurs culturelles ou traditionnelles communément admises comme les « libertés individuelles » ou encore l’influence idéologique qui crée ce « climat dans lequel le néolibéralisme apparaît comme le seul garant possible de la liberté ». C’est ainsi qu’a déferlé l’offensive libérale pendant les années 1980, menée par Margaret Thatcher en Grande-Bretagne, Ronald Reagan aux États-Unis, ou Deng Xiaoping en Chine. Depuis, les gouvernements successifs ont su perfectionner leurs méthodes.

Angles & Reliefs

une collection d'essais illustrés de cartes et d'infographies en couleurs

LE VÉRITABLE COÛT DU CAPITAL

De toutes parts, on ne cesse de déplorer le manque de compétitivité et la paralysie d'un monde de l'emploi accablé par l'impôt : la France vivrait au-dessus de ses moyens, le travail coûterait trop cher.

Contrairement aux idées reçues, le travail en France n'a jamais été aussi productif et rentable. En revanche, le capital, dans son aspect le plus parasitaire, triomphe au détriment des salaires, des droits sociaux et des investissements : la rémunération du travail est devenue une simple variable d'ajustement pour garantir des dividendes exponentiels aux marchés financiers. Une situation inédite dans l'histoire, dont s'alarment les économistes de tous bords.

Comprendre les mécanismes à l'œuvre permet de s'affranchir de cette société du renoncement et de la culpabilité collective, pour appeler à plus de justice sociale face au despotisme du capital.

30 CARTES ET INFOGRAPHIES EN COULEURS

Né en 1974, **Olivier Besancenot** est historien de formation et auteur de nombreux ouvrages. Postier de profession, il a été deux fois le candidat de la LCR aux élections présidentielles (en 2002 et 2007) avant d'être membre du Nouveau parti anticapitaliste (NPA).

ISBN : 978-2-7467-4177-5



9 782746 741775

17 €

Retrouvez toute notre actualité sur
www.autrement.com
et rejoignez-nous sur **Facebook**